

LIEN SOCIAL 13/10/05 Copyright Monique Castro

Vivre après l'inceste

En regroupant, voici dix ans, des jeunes filles victimes d'agression sexuelle dans un même lieu, les professionnels de la Maison d'accueil Jean Bru à Agen s'avançaient sur un terrain inconnu. Solidement encadrée par un comité scientifique, la démarche semble assez concluante pour qu'un centre destiné cette fois aux jeunes garçons ouvre prochainement ses portes.

"Quand j'ai pris la direction de la maison, j'ai restauré l'école obligatoire ", déclare en souriant Michel Louvet, directeur de la maison d'accueil Jean Bru, à Agen. Cette maison, unique en France, héberge des jeunes filles victimes de violences sexuelles et plus particulièrement d'inceste. Elle a été créée en 1996 par Nicole Bru, héritière des laboratoires UPSA et pour la petite histoire, c'est dans les murs de cet hôtel particulier de 1500 m² que fut inventé le cachet effervescent... Dans le vaste couloir d'entrée, à côté des photos des fondateurs, sont également accrochés de beaux portraits en noir et blanc des jeunes filles de la maison. Elles y prennent, comme toutes les ados de leur âge, des airs mutins, énigmatiques ou boudeurs. " Elles sont terriblement normales " constate dans un soupir Michel Louvet, faisant allusion à leurs perpétuelles chamailleries.

En cette fin d'août, la maisonnée vit encore au rythme des vacances et dans le réfectoire, à presque midi, quelques filles, la tête ébouriffée et les yeux gonflés de sommeil, se versent de grandes rasades de corn flakes en échangeant leurs projets pour la journée. Plus loin, dans la salle des " grandes ", trois ados ne perdent pas un mot de leur série télévisée : " Elles sont ici chez elles et notre grande satisfaction c'est de les entendre répondre à leurs copines au téléphone, " je t'appelle de chez moi " " se réjouit Alexis Sandou, psychologue et adjoint au directeur.

Du fond de la cuisine, montent des éclats de voix et de rires, c'est l'anniversaire d'Angèle, et pour ses quinze ans, la petite tribu prépare un gâteau. Anaé fait fondre la chocolat sous l'œil attentif de Laurence, l'éducatrice. Le gâteau commence à cuire dans un four quand on s'aperçoit qu'elle a oublié d'incorporer les blancs battus en neige. Aussitôt, Anaé qui adore cuisiner et entre en BEP restauration, laisse échapper un : " De toute façon, je suis nulle, j'oublie tout, je saurai jamais faire la cuisine ". Et Laurence, tout en battant énergiquement le mélange, d'ajouter que ce n'est pas grave, que ça arrive à tout le monde... de rassurer à coups de petits mots chauds ces personnalités si fragiles.

Envoyées là par décision de justice, ces jeunes filles, qui viennent des quatre coins du pays, ont déjà connu de nombreux placements et pas mal d'échecs. " Elles ont à leur disposition peu de fils conducteurs, peut-être parce qu'il y a eu beaucoup de hasard dans les décisions de placements prises les unes derrière les autres. En témoigne l'absence de dossier remembrant une vue d'ensemble pour chacune, ce qui les aiderait à construire leur propre vie " regrette Jacques Maître, chercheur au CNRS, au cours d'un colloque organisé à Agen sur le thème : " Le dévoilement et après... ". Pour preuve, le parcours d'une des filles qui a d'abord passé deux années dans une maison d'enfants, puis est retournée vivre dans sa famille avant d'être confiée six mois plus tard à une famille d'accueil qu'elle quittera au bout d'une année seulement pour entrer à la maison Jean Bru.

Ne pas mélanger le soin et l'éducatif

" Cette maison, Nicole Bru l'a voulue pour s'occuper des enfants violés car il n'existait rien de spécifique pour eux " rappelle Jacqueline Alexandre, présidente de l'association Docteurs Bru. Pour la première fois, des enfants ayant souffert des mêmes sévices vont être regroupées ensemble. Cette initiative laisse d'ailleurs de nombreux professionnels perplexes. " On cherche les bons outils, on tâtonne, on est pragmatique un peu à la manière des Anglo-saxons qui sont en général davantage tournés vers la pratique que les

français ", explique Alexis Sandou. Un comité scientifique présidé par Marceline Gabel (lire interview infra) et composé de trois médecins analystes, d'une psychanalyste et de magistrats, encadre néanmoins la structure et propose des orientations qui sont corrigées quand elles ne s'avèrent pas concluantes. Par exemple, en 1996, lors de la création de la structure, l'équipe était essentiellement constituée de thérapeutes et le suivi psychologique des jeunes filles se déroulait tout naturellement à l'intérieur de la maison. Mais les choses ne se passaient pas bien, une grande confusion régnait. La psychanalyste Ginette Raimbault qui assurait alors la présidence du comité scientifique modifia la composition de l'équipe en recrutant davantage d'éducateurs et surtout décida que les soins auraient lieu à l'extérieur. " En agissant ainsi elle donnait une orientation psychanalytique. Elle disait que cette confusion entre le soin et l'éducatif reproduisait le traumatisme de l'inceste puisque dans l'inceste, c'est la confusion qui règne, personne n'est à sa place ", commente le pédopsychiatre et psychanalyste Patrick Ayoun. C'est lui qui assure la supervision des professionnels de la maison Jean Bru. Tous les quinze jours, les jeudis après-midi, une rencontre a lieu pour discuter, analyser et prendre du recul. " La problématique de l'inceste anesthésie les professionnels, on risque de ne plus assez réfléchir ou plus assez bien. Ces rencontres nous donnent l'occasion d'évacuer tout ce qu'on a ressenti et d'avoir des éclairages nouveaux, de poser des questions. On n'est pas là pour être jugés mais pour améliorer notre pratique. La supervision permet également de ne pas se laisser contaminer par le désespoir des jeunes filles et d'éviter l'épuisement professionnel ", énumère Alexis Sandou. A l'usage, les professionnels se sont aperçu que ces réunions plénières ne suffisaient pas : " Nous avons mis en place des rencontres en groupe restreint pour réfléchir à des cas particuliers et pour réintroduire de la complexité. Je me souviens d'un cas de déni de justice qui sautait aux yeux et pourtant nous ne l'avions pas vu ", ajoute Patrick Ayoun. Par principe, il ne rencontre jamais les résidentes, ce qui l'oblige à croire sur parole ce qu'on lui dit : " Cela me permet aussi de réfléchir sur la représentation que ces professionnels se font des filles à partir de leur propre subjectivité ". Entre autres règles internes, il a été également décidé que les jeunes filles ne devaient pas entretenir de rapport privilégié avec un éducateur, elles savent que si elles confient quoi que ce soit à l'un d'entre eux, tout sera répété à toute l'équipe. Peut-être une protection nécessaire pour résister à ces filles particulièrement adhésives. Quand elles quittent la maison, elles ont la possibilité d'y passer aussi souvent qu'elles le souhaitent mais ne peuvent pas entretenir de relations personnelles avec un éducateur : " Le directeur ne veut pas que l'assistante sociale et mon éducatrice viennent me voir chez moi, je trouve ça dégueulasse, parce que mon éducatrice elle m'aidait... je voulais qu'elle voit où je vis, ce que je suis devenue " déclare une ancienne à l'ethnologue Agnès Martial qui a fait une étude sur ce qu'étaient devenues les anciennes de la maison Jean Bru. Cette étude a d'ailleurs montré la nécessité d'accompagner plus longtemps certaines de ces jeunes filles. Désormais, celles qui le souhaitent peuvent signer un contrat jeune majeure (conseil général, jeunes, maison Jean Bru) et partir vivre quelques rues plus loin dans un appartement loué par la maison Jean Bru. Suivies par une éducatrice, elles font leur premier pas vers l'autonomie. Elles ont la clef de la maison, et si elles font ce qu'elles veulent dans la journée, le soir une surveillante est là de 18h30 à 9h le lendemain. A l'heure actuelle, elles sont trois dans l'appartement, elles s'occupent du ménage et des repas et cohabitent très bien ensemble. Elles se destinent à devenir l'une assistante maternelle, l'autre auxiliaire puéricultrice et la dernière... éducatrice à la PJJ.

La présence le soir pour éviter les fugues

Au quotidien, les quatorze filles qui vivent actuellement dans la maison sont encadrées par trois éducateurs spécialisés, une assistante sociale, trois moniteurs éducateurs et une maîtresse de maison, présente tous les soirs de 17h à 22h. " La présence de ce petit bout de femme est un vrai soulagement, depuis qu'elle est là on n'a plus de problème de

scarification, les fugues ou les tentatives de suicide qu'on avait autrefois ", se félicite le directeur même si au départ c'était plutôt un infirmier psychiatrique qu'il recherchait. Mais comme il n'en a pas trouvé, il a engagé Angélique, une jeune femme d'une trentaine d'années : " Elle n'a pas de diplôme et n'est pas spécialement formée pour ce genre de fonction. Et pourtant, par sa seule façon d'être, sa manière d'écouter, elle joue un rôle énorme. Elle sait apaiser les angoisses et les malaises qui montent une fois la nuit venue " explique-t-il. Ce n'est pas la seule nouveauté que ce directeur a mise en place : " Quand je suis arrivé, il y a deux ans, la majorité des filles n'allaient pas en classe et traînaient toute la journée. Elle se confortaient dans leur statut de victimes, le fait qu'elles aient subi un traumatisme justifiait à leurs yeux l'absentéisme scolaire ou le désordre dans les chambres. Alors qu'au contraire, elles sont ici pour dépasser leur souffrance et se reconstruire " insiste Michel Louvet, heureux de pouvoir annoncer que cette année les quatorze filles de la maison passent toutes dans la classe supérieure. A la fin de chaque trimestre, celles qui ont progressé ou obtenu des encouragements sont symboliquement récompensées par un peu d'argent de poche. Et n'allez pas dire à Michel Louvet ou à Alexis Sandou que cette méthode a un côté un peu vieux jeu. Ils jugent au contraire parfaitement naturel d'encourager celles qui ont fourni un effort : " Dans leur enfance les repères ont été laminés, on est là pour les accompagner comme il se doit. Nous, on fait des choses simples, du travail de base : on ne monte pas sur le Mont-Blanc " plaisante Alexis Sandou. Et pour donner à " leurs filles " toutes les chances de réussite, une étudiante vient, chaque soir de la semaine et le mercredi après-midi, les aider à faire leurs devoirs. Toutes les résidentes sont normalement scolarisées à l'extérieur de l'établissement et mènent une vie la plus normale possible. " Nous leur apprenons à ne pas se cacher mais aussi à ne pas mettre en avant ce qu'elles ont vécu " ajoute Michel Louvet.

Papa, je t'aime même si tu m'as maltraitée

Ancien colonel de gendarmerie, il s'est retrouvé à ce poste après avoir dirigé une association d'aide aux victimes et de contrôle judiciaire. " C'est bien pour la maison, ce directeur qui représente la loi " rappelle Marceline Gabel. Ferme sans être dur, il embrasse les filles deux fois par an : pour leur anniversaire et pour leur souhaiter une bonne année. C'est tout. En revanche, il ne repousse pas Emilie (1) quand dix, vingt fois par jour elle se jette dans ses bras. " L'adulte doit être sain dans les yeux, les gestes et la parole. Il ne doit pas y avoir d'ambiguïté. Elles ont été trompées et il faut restaurer ce lien avec l'adulte " explique-t-il. Petite personne écorchée vive, Emilie est la plus jeune et la plus ancienne des résidentes, celle aussi qui a le plus souffert. Arrivée à huit ans, et aujourd'hui âgée de treize ans, elle a un souvenir derrière chaque recoin et chaque arbre du jardin : " Là, dans le coin du portail, c'est là où j'allais me calmer quand j'étais petite " et, désignant un espace de terre battue, " autrefois il y avait un cerisier, c'est moi qui l'ai cassé un jour où j'étais énervée ". Dans sa petite chambre sous les toits, Emilie a deux aquariums et quatre poissons rouges : Blabla, Mimi, Titi et Tic-Tac. Juste au-dessus, épinglés sur le mur bleu, deux petits mots écrits de sa main d'enfant : " Papa je t'aime même si tu m'as maltraitée " et " Maman je t'aime même si je ne te connais pas ". Abandonnée à quatre ans, elle tend un nounours borgne et élimé : " C'est le seul cadeau que j'ai de mes parents, même pas une photo ".

Malgré l'horreur de ce qu'elle ont vécu, ces jeunes filles continuent à aimer leurs parents : " On ne peut pas détruire les liens de filiation, un père restera toujours un père quoiqu'il ait fait " indique le psychiatre Luc Massardier. C'est lui qui rencontre les familles des jeunes filles placées à la maison Jean Bru pour comprendre ce qui a pu se passer. Il prépare également le terrain à d'éventuelles rencontres entre la jeune fille et sa famille. " Il y a deux ans, nous avons créé un service famille au sein de la maison pour maintenir certains liens avec le frère ou la mère par exemple ", dit Patrick Ayoun. Ce n'est pas toujours facile pour eux de se positionner après la dénonciation, ils n'arrivent pas toujours

à avoir une position nette par rapport à l'inceste. Les premières rencontres, quand elles ont lieu, se déroulent dans un endroit neutre en présence de l'éducateur et de l'assistante sociale. Le fait que les familles soient également approchées par un psychiatre rassure les jeunes filles : " C'est très important pour elles, elles se disent je suis aidée, mais ma famille l'est également : je ne suis donc pas le seul élément dysfonctionnant " rapporte Michel Louvet avant d'ajouter, " nous permettons à ces familles de repartir. C'est long, mais il faut y aller à dose homéopathique. " Pour ces jeunes filles, ces rencontres ne sont pas forcément évidentes mais sont le fruit d'un long travail : " Après ce qu'elles ont vécu on leur conseille de suivre une thérapie " explique Alexis Sandou. Le jour de la préadmission, Michel Louvet est clair sur ce point : " Ici, deux choses sont obligatoires : l'école et la rencontre, au moins une fois, avec un thérapeute ". A elles après de voir si elles ont besoin ou pas de ce soutien psychologique. A elles aussi, de décider si elles veulent tenter l'expérience de la maison Jean Bru ou pas. Elles ont une journée pour se décider. Après l'entretien avec le directeur, elles sont laissées libres, toute la journée elles peuvent découvrir la maison à leur guise et s'entretenir avec les autres résidentes. " D'ailleurs, les autres filles sont préparées à leur arrivée et les attendent " ajoute-t-il. Le soir, elles dorment à l'hôtel avec leur référente ASE, ce n'est que le lendemain qu'elles font connaître leur décision d'intégrer ou pas la maison. " A propos des référentes ASE, on constate une différence d'attitude effarante d'un conseil général à l'autre. Certaines connaissent bien les filles, nous appellent et se tiennent au courant de leur évolution. D'autres ne téléphonent jamais et se contentent de gérer des dossiers de très loin " regrette Michel Louvet. Les jeunes filles restent à la maison d'accueil aussi longtemps que nécessaire, en moyenne deux ans, parfois plus. Le jour où il faut partir, quand une nouvelle décision de juge les renvoie chez elles, elles n'y sont pas toujours préparées. La séparation est alors vécue comme une rupture... L'ethnologue Agnès Martial résume ce que le passage à Agen a pu représenter pour elles : " La place que peut tenir une personne, en l'occurrence ici une éducatrice, pour une jeune fille est primordiale. Cette éducatrice a été la deuxième maman. Avoir au moins ressenti d'être quelqu'un pour l'autre et d'avoir une place est structurant et fondateur du sentiment d'avoir le droit de vivre. "

(1) Les prénoms ont été changés